

R	J	H
1	2	3
Nom Projet		

0	0	0	0	0
4	5	6	7	8
Composante Projet				

T	A	-
9	10	11
Emetteur		

P	R	O
12	13	14
Type Doc.		

0	0	0	0	0	0	0	2
15	16	17	18	19	20	21	22
Numéro							

C	1
23	24
Rév	

PROJET RJH **PROCEDURE DE MISE A DISPOSITION ET D'ACCORD** **POUR TRAVAUX**

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur	Date d'approbation
<p>Pascal Rebollo</p> <p>Visé</p>	<p>cf. paragraphe C</p>	<p>AREVA NP : Bruno Gougis</p> <p>Visé</p>	<p>20 / 8 / 2014</p>

R	J	H	0	0	0	0	0	T	A	-	P	R	O	0	0	0	0	0	0	2	C	1	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Nom Projet			Composante Projet					Emetteur			Type Doc.			Numéro								Rév	

A. DOCUMENTS D'ENTRÉE (et/ou de référence) :

Rep.	Référence AREVA TA	Ind	Date Appr	Société Externe	Référence Externe	Titre
<1>						
<2>						

B. RÉSUMÉ (ET/OU CONCLUSIONS PRINCIPALES) :

C. VERIFICATION MULTIPLE :

Noms des vérificateurs	Visas
Thierry Dougnac	Visé
Fabien MAS par intérim pour Karyne Bay	Visé

SOMMAIRE

0	INTRODUCTION DU DOCUMENT	2
0.1	DESCRIPTION DES INDICES	2
0.2	DOCUMENTS D'ENTREE.....	3
0.3	MODE DE DIFFUSION	3
1	OBJET.....	4
2	TERMINOLOGIE.....	4
2.1	SIGNES ET ABREVIATIONS	4
2.2	DEFINITIONS.....	4
3	PROCESSUS DE MISE A DISPOSITION.....	5
3.1	CONTEXTE	5
3.2	PRINCIPES	5
3.3	ACTIONS A MENER DANS LE CADRE D'UNE MAD.....	7
3.4	REFUS OU RESERVES.....	8
3.5	GARDE ET PROPRIETE.....	8
3.6	RESTITUTION DE LA FOURNITURE.....	8
4	PROCESSUS D'ACCORD POUR TRAVAUX.....	9
4.1	CONTEXTE	9
4.2	PRINCIPE.....	9
4.3	ACTIONS A MENER DANS LE CADRE D'UN APT	11
4.4	GARDE ET PROPRIETE.....	12
5	AIDE AU RENSEIGNEMENT DES CONSTATS (INITIAL ET FINAL).....	12
6	GESTION DOCUMENTAIRE	12
7	ANNEXES	13

0 INTRODUCTION DU DOCUMENT

0.1 DESCRIPTION DES INDICES

Ind	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
A	H. D'AMORE	T. DOUGNAC J.M. CROUZET P. DE RAUVILLE	J.P. DELAMOTTE
B	H. D'AMORE	T. DOUGNAC J.M. CROUZET P. DE RAUVILLE	J.P. DELAMOTTE
C	P. REBOLLO	T. DOUGNAC F MAS H D'AMORE	B GOUGIS
D	P. REBOLLO	T. DOUGNAC K BAY	B GOUGIS
E	P REBOLLO	T. DOUGNAC F MAS	B GOUGIS

Historique des évolutions principales du document :

- Indice A : Emission initiale
- Indice B : Prise en compte des remarques CEA (FAD CEA/DEN/CAD/DPIE/RJH GR22 1 FAD 09 du 14/03/2011).
- Indice C : refonte du document avec principales évolutions apportées :
 - intégration de « l'accord pour travaux »
 - intégration du REX (tel que le traitement des cas de refus de MAD)
 - fusion des documents PV de MAD et constat de MAD
 - mise à jour des modèles en annexes.
- Indice D : prise en compte des remarques du MOA formulées en réunion d'échange du 05/03/2013 et rappelées ci-dessous :
 - Générique : remplacement du terme "Entreprise Hébergée" par "Entreprise Hébergée MAD" ou "Entreprise Hébergée APT" suivant les cas et mise en cohérence dans le document et annexes,
 - §3.3.2 : clarification à apporter au §3.3.2 vis-à-vis de l'APT à initier pour traitement du RAF ou réserve lors d'une MAD
 - pages 9 et 10 : erreur de renvoi §.
- Indice E : prise en compte des remarques du MOA formulées par FAD réf. EXT-6022238 du 04/06/14 portant sur une phrase répétée au §4.3.3.

0.2 DOCUMENTS D'ENTREE

Num.	Réf. TA	Libellé
<1>	Sans	Marchés de travaux ou de fournitures (§ mise à disposition)
<2>	Sans	Cahier des dispositions générales applicables aux marchés passés par le CEA (version de novembre 1997)
<3>	TA-579389 ind C	RJH – Organisation préliminaire des essais site
<4>	TA-605007 ind E	Procédure de gestion des ordres de services et des accords pour modification de commande

0.3 MODE DE DIFFUSION

Client : par BD pour acceptation.

Interne : par mail pour application et diffusion aux titulaires

1 OBJET

Dans le cadre du programme Réacteur Jules Horowitz (RJH), le CEA a notifié à des Titulaires des marchés qui prévoient des Mises à Disposition (MAD) de leur Fourniture.

Le CEA peut prescrire au Titulaire dans le cadre de son marché :

- des Mises à Disposition pour une période déterminée de sa Fourniture,
- des Accords pour Travaux pour une période déterminée, soit sur sa Fourniture, soit sur la Fourniture qui a été mise à sa disposition par une Entreprise Détenteur.

Ce document a pour objet de préciser les conditions et modalités de ces Mises à Disposition et Accords pour Travaux.

2 TERMINOLOGIE

2.1 SIGNES ET ABREVIATIONS

Les principaux sigles et abréviations utilisés dans ce document sont les suivants :

APT :	Accord pour Travaux
CEA :	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CSPS :	Coordinateur de Sécurité et de Protection de la Santé
MAD :	Mise à Disposition
MOA :	Maître d'Ouvrage CEA
MOE :	Maitre d'Œuvre
OPC :	Ordonnancement et Pilotage de Chantier
OS :	Ordre de Service
PV :	Procès Verbal
PVEP :	Procès verbal de prise en charge pour Exploitation Provisoire
RM :	Responsable de Marché (MOE)

2.2 DEFINITIONS

Accord pour Travaux (APT) : l'Accord pour Travaux est le processus par lequel le MOA, au travers du MOE, requiert d'une Entreprise Détenteur (*), la Mise à Disposition de la Fourniture dont elle est propriétaire ou qui est placée sous sa garde, pour exécuter ou faire exécuter par une Entreprise Hébergée APT des travaux spécifiques, planifiés et limités dans le temps.

Entreprise Détenteur : désigne le Titulaire qui met à disposition à l'Entreprise Hébergée MAD ou qui consent(*) un Accord pour Travaux de la Fourniture à l'Entreprise Hébergée APT.

R	J	H
1	2	3
Nom Projet		

0	0	0	0	0
4	5	6	7	8
Composante Projet				

T	A
9	10
Emetteur	

P	R	O
12	13	14
Type Doc.		

0	0	0	0	0	0	0	0	2
15	16	17	18	19	20	21	22	
Numéro								

D
23
Rév

Entreprise Hébergée MAD(*) : désigne l'Entreprise à qui la Fourniture est Mise A Disposition aux fins d'exécution de travaux objets de son Marché avec le CEA.

Entreprise Hébergée APT : désigne l'Entreprise qui reçoit un Accord pour Travaux aux fins d'exécution de travaux objets de son Marché avec le CEA.

Fourniture : Terme générique retenu pour désigner les fournitures ou parties de fournitures, ouvrages ou parties d'ouvrages, équipements ou parties d'équipements achevé(s) ou non, objets d'une Mise A Disposition ou d'un Accord pour Travaux.

Marché : contrat conclu par le CEA avec des opérateurs économiques publics ou privés, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Mise à disposition de Fournitures (MAD) : la Mise A Disposition est le processus par lequel le MOA au travers du MOE requiert, pour une période déterminée, d'une Entreprise Détenteur conformément à son Marché ou à un OS de MAD, la Fourniture afin d'exécuter ou de faire exécuter par une Entreprise Hébergée MAD des travaux de montage ou d'assemblage, des essais ou toute autre opération, autres que celles qui font l'objet du Marché entre l'Entreprise Détenteur et le CEA.

Titulaire : opérateur économique public ou privé avec lequel le CEA contracte pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.

() l'Entreprise Hébergée MAD peut être amenée à consentir un APT vers l'Entreprise Détenteur afin de lui permettre de clôturer un reste à faire (cf. article 3.3).*

3 PROCESSUS DE MISE A DISPOSITION

3.1 CONTEXTE

Les Fournitures objet du Marché entre le Titulaire et le CEA peuvent être mises à disposition d'Entreprises, elles-mêmes titulaires d'un marché avec le CEA à différentes fins dans le cadre de la construction du RJH.

3.2 PRINCIPES

La Fourniture, objet du Marché d'une Entreprise Détenteur, peut :

- être montée ou assemblée par une Entreprise Hébergée MAD,
- faire l'objet d'essais à charge d'une Entreprise Hébergée MAD (cf. réf. <3>),
- ou faire l'objet de toute autre opération à charge de l'Entreprise Hébergée MAD rendue nécessaire pour le bon déroulement de la réalisation du RJH dans le cadre et les limites prévues dans les PV de MAD.

3.2.1 Les acteurs

Le processus de MAD de la Fourniture fait intervenir :

- le MOE,
- l'Entreprise Détenteur,
- l'Entreprise Hébergée MAD,
- le MOA.

3.2.2 Les supports

La MAD peut être demandée de 2 façons :

- soit le marché de l'Entreprise Détenteur comprend un jalon de sortie qui prévoit la mise à disposition de la Fourniture concernée à une Entreprise Hébergée MAD : en ce cas, lorsque la MAD est effective, un constat de franchissement de jalon est établi puis signé,
Nota : pour le cas où l'Entreprise Détenteur demande la MAD de sa Fourniture mais que l'Entreprise Hébergée MAD ne peut la prendre en charge, MOE communique par courrier son refus auquel il joint un constat d'état de la Fourniture.
- soit le marché de l'Entreprise Détenteur ne comprend pas de jalon de sortie de mise à disposition de la Fourniture concernée : en ce cas, la demande est formulée par un OS de MAD (cf. modèle en **annexe**) qui est établi puis signé par le MOE et l'Entreprise Détenteur.

Nota : L'Entreprise Hébergée MAD est prévenue (par courrier ou en réunion avec notification au compte rendu, ou autre support écrit) de la mise à disposition à venir.

Le procès-verbal de MAD (cf. modèle en **annexe**) est le document qui précise l'objet et les modalités de la MAD. Il comprend :

- le contour de la Fourniture,
- en début de la MAD :
 - o l'état de la Fourniture à la date de la MAD,
 - o les protections associées ou à associer à la Fourniture,
 - o les précautions et/ou réserves ou reste à faire éventuels associés à la Fourniture,
 - o les limites des interventions à réaliser par l'Entreprise Hébergée MAD,
 - o les conditions d'utilisation et d'entretien de la Fourniture,
 - o les conditions de manutention de la Fourniture,
 - o la date de la MAD (= date de signature par le MOA du PV de MAD),
 - o la durée prévisionnelle de MAD et la date prévisionnelle de fin de MAD
- en fin de MAD :
 - o l'état de la Fourniture à la date de la fin de MAD afin de vérifier qu'elle n'a subi aucune altération,
 - o le reste à faire éventuel associé à la Fourniture,
 - o la date de fin de MAD (= date de signature par le MOA du PV de MAD).

Le procès-verbal de MAD ne vaut pas réception.

De par la signature du procès-verbal de MAD :

R	J	H
1	2	3
Nom Projet		

0	0	0	0	0
4	5	6	7	8
Composante Projet				

T	A
9	10
Emetteur	

P	R	O
12	13	14
Type Doc.		

0	0	0	0	0	0	0	0	2
15	16	17	18	19	20	21	22	
Numéro								

D
23
Rév

- le MOE valide le processus,
- l'Entreprise Détenteur et l'Entreprise Hébergée MAD donnent leurs accords,
- une fois signé par le MOE, l'Entreprise Détenteur et l'Entreprise Hébergée MAD, le MOA rend la MAD (ou la fin de MAD) effective.

3.3 ACTIONS A MENER DANS LE CADRE D'UNE MAD

3.3.1 Actions à mener par le MOE

Le MOE initie les documents supports au processus, assure le suivi et le respect du processus.

3.3.2 Actions à mener par l'Entreprise Détenteur

L'Entreprise Détenteur mettant sa Fourniture à disposition précisera, sur le PV de MAD, les conditions de prise en charge, les précautions particulières et les limites des interventions à réaliser sur sa Fourniture. Elle fournira, avec le PV de MAD, tous les documents d'utilisation et/ou d'entretien utiles.

Si l'Entreprise Détenteur identifie un reste à faire lors de la MAD, elle le précise sur le PV de MAD.

Conformément à l'APT (cf. article 4), l'Entreprise Détenteur interviendra ultérieurement via APT pour clôturer le reste à faire. Ce reste à faire ne peut pas bloquer le processus de mise à disposition mais il peut cependant conditionner l'enclenchement des travaux par l'Entreprise Hébergée MAD sur la fourniture mise à disposition. Si tel est le cas, cette condition devra être signalée dans le PV de MAD.

3.3.3 Actions à mener par l'Entreprise Hébergée MAD

L'Entreprise Hébergée MAD a en charge de vérifier que la Fourniture mise à disposition possède bien les caractéristiques techniques attendues et signalera tout écart sur le PV de MAD.

L'Entreprise Hébergée MAD procèdera à un étiquetage provisoire de la Fourniture mise à disposition portant la mention « propriété du marché XXX – YYY » (XXX = trigramme du marché (ex : B01) et YYY = Nom de l'Entreprise Détenteur).

L'Entreprise Hébergée MAD est tenue de ne pas procéder à la manutention sur Site, au montage de la Fourniture ou à son utilisation avant d'avoir reçu les indications nécessaires à ces opérations par l'Entreprise Détenteur.

Conformément à l'APT (cf. article 4), si un reste à faire est identifié sur le PV de MAD, l'Entreprise Hébergée MAD établit un APT afin d'autoriser l'Entreprise Détenteur à intervenir ultérieurement pour clôturer le reste à faire.

3.3.4 Actions à mener par le MOA

Le MOA signe à 2 reprises le PV de MAD :

R	J	H
1	2	3
Nom Projet		

0	0	0	0	0
4	5	6	7	8
Composante Projet				

T	A
9	10
Emetteur	

P	R	O
12	13	14
Type Doc.		

0	0	0	0	0	0	0	0	2
15	16	17	18	19	20	21	22	
Numéro								

D
23
Rév

- une première fois qui enclenche la prise d'effet de la mise à disposition
- puis une seconde qui enclenche la prise d'effet de la fin de MAD.

3.4 REFUS OU RESERVES

Si l'Entreprise Détenteur estime que les opérations à réaliser ou à faire réaliser par l'Entreprise Hébergée MAD sont de nature à détériorer la Fourniture mise à disposition, elle peut émettre des réserves motivées sur le PV de MAD. Ces réserves ne peuvent pas bloquer le processus de mise à disposition.

Si l'Entreprise Hébergée MAD estime que les dispositions ne sont pas réunies pour mener à bien les opérations qu'elle a à réaliser, elle peut émettre des réserves motivées sur le PV de MAD. Ces réserves ne peuvent pas bloquer le processus de mise à disposition.

Si l'Entreprise Détenteur ou l'Entreprise Hébergée MAD refuse expressément de signer le PV de MAD, elle est tenue de formuler sur le PV de MAD les motivations de son refus.

3.5 GARDE ET PROPRIETE

3.5.1 Propriété

Pendant la mise à disposition, l'Entreprise Détenteur conserve la propriété de la Fourniture.

3.5.2 Garde

La mise à disposition opère le transfert de la garde et des risques de l'Entreprise Détenteur au CEA puis du CEA vers l'Entreprise Hébergée MAD.

Aussi pendant la mise à disposition, l'Entreprise Hébergée MAD est responsable de la garde de la Fourniture et assume jusqu'à sa restitution toutes les responsabilités liées à la garde et à l'utilisation de la Fourniture.

3.6 RESTITUTION DE LA FOURNITURE

A la fin de la MAD, le MOE, l'Entreprise Détenteur, l'Entreprise Hébergée MAD dressent le constat de l'état final de la Fourniture puis le signent.

Le MOE, l'Entreprise Détenteur, l'Entreprise Hébergée MAD et le MOA signent ensuite le PV de fin de MAD. Si le constat de l'état final appelle des commentaires, ils sont annotés dans l'emplacement prévu.

Si parmi les commentaires un reste à faire est identifié, l'Entreprise Détenteur autorisera via un APT (cf. article 4) l'Entreprise Hébergée MAD à intervenir ultérieurement pour clôturer le reste à faire.

4 PROCESSUS D'ACCORD POUR TRAVAUX

4.1 CONTEXTE

L'accord pour travaux est utilisé dans le cadre où le MOE, par délégation du CEA, requiert l'intervention d'une Entreprise Hébergée APT pour des opérations spécifiques sur l'ouvrage RJH.

Le processus d'APT est retenu en lieu et place du processus de MAD lorsqu'au moins une des conditions suivantes est satisfaite :

- les opérations à effectuer par l'Entreprise Hébergée APT sont planifiées et limitées dans le temps en regard des interventions de l'Entreprise Détenteur,
- les opérations sont à réaliser en coactivité.

4.2 PRINCIPE

4.2.1 Les acteurs

L'Accord pour Travaux sur la Fourniture fait intervenir :

- le MOE,
- le CSPS,
- l'Entreprise Détenteur,
- l'Entreprise Hébergée APT.

4.2.2 Le support

Le support est constitué d'un PV d'APT qui comprend en page 2/2 les constats d'état initial et final.

Nota importante : Si tout ou partie du périmètre concerné n'est plus en zone montage (et se trouve par exemple en zone essais), le PV d'APT ne dispense en aucune manière de respecter le processus de régime de consignation (pour travaux ou pour essais) et d'obtenir les autorisations associées auprès du Bureau Travaux Essais (cf. réf <3> § 4.1.2).

4.2.2.1 Début d'intervention

Avant toute procédure d'accord pour travaux, les points suivants doivent être traités :

- les travaux demandés par l'Entreprise Hébergée APT doivent être approuvés en réunions hebdomadaires de coordination de zone (organisées par le MOE/OPC), sur la base du planning de l'Entreprise Hébergée APT et du planning de l'Entreprise Détenteur transmis à 3 semaines.
- l'Entreprise Hébergée APT doit définir et baliser les zones dans lesquelles elle doit intervenir,
- l'Entreprise Détenteur doit s'assurer du libre accès aux zones de travaux de l'Entreprise Hébergée APT,

R	J	H
1	2	3
Nom Projet		

0	0	0	0	0	0
4	5	6	7	8	
Composante Projet					

T	A	
9	10	11
Emetteur		

P	R	O
12	13	14
Type Doc.		

0	0	0	0	0	0	0	0	2
15	16	17	18	19	20	21	22	
Numéro								

D	
23	24
Rév	

- Le CSPS doit vérifier que les accès aux zones d'intervention de l'Entreprise Hébergée APT sont en état et sécurisés,
- les protections associées ou à associer à la Fourniture sont mises en place,
- les réserves éventuelles associées à la Fourniture sont précisées dans le PV d'APT,
- les dispositions prévues par les Entreprises (Hébergée APT et Détenteur) sont en adéquation avec les coactivités éventuelles.

Le début d'intervention s'opère par le renseignement et la signature du PV d'APT (cf. modèle en **annexe**) avec :

- le référencement (en page 1/2) de l'APT qui comprend :
 - o le numéro de l'APT qui identifie l'Entreprise Détenteur et l'Entreprise Hébergée APT,
 - o La localisation autorisée par le MOE à l'Entreprise Hébergée APT,
 - o Les dates d'entrée (date Indice) et de sortie prévisionnelle de l'Entreprise Hébergée APT,
 - o l'indice de révision qui évolue notamment en cas de changement par le MOE de date de sortie ; en cas d'évolution d'indice, l'objet de la révision précise le compte rendu de la réunion d'OPC traitant de ce changement de date,
- le cadre A (en page 1/2) relatif à l'identification de l'intervention qui comprend :
 - o Les descriptions des interventions/travaux en cours par l'Entreprise Détenteur et ceux à effectuer par l'Entreprise Hébergée APT,
 - o Si requis, les descriptions des interventions/travaux en cours par d'autres Entreprises Hébergées (MAD ou APT) pouvant rentrer en coactivité,
 - o Les conditions particulières notamment sur les aspects sécurité (à mettre en œuvre par l'Entreprise Détenteur) et protection de la Fourniture (à mettre en œuvre par l'Entreprise Hébergée APT),
- le cadre B (en page 1/2) relatif au début d'intervention qui comprend :
 - o le constat de l'état initial (à renseigner en page 2/2) de la zone autorisée à l'Entreprise Hébergée APT : la description est basée sur un état des lieux contradictoire signé entre l'Entreprise Détenteur et l'Entreprise Hébergée APT en présence du MOE,
 - o les pré requis à lever avant le début de l'intervention (accès sécurisé, panneaux sécurité/risque installés, ...),
 - o les éventuelles remarques du MOE, du CSPS, de l'Entreprise Détenteur ou de l'Entreprise Hébergée APT,
 - o la signature du PV d'APT actant le début de l'intervention.

4.2.2.2 Fin d'intervention

La fin d'intervention s'opère par le renseignement du cadre C (en page 1/2) qui comprend :

- le constat de l'état final (à renseigner en page 2/2) de la zone autorisée à l'Entreprise Hébergée APT : la description est basée sur un état des lieux

contradictoire signé entre l'Entreprise Détenteur et l'Entreprise Hébergée APT en présence du MOE,

- éventuellement les dégradations (objet et localisation) occasionnées et les réparations associées en précisant pour chacune les acteurs et actions correctrices générées,
- la signature du PV d'APT actant la fin de l'intervention.

4.3 ACTIONS A MENER DANS LE CADRE D'UN APT

4.3.1 Actions à mener par le MOE

Le MOE initie les documents supports au processus, assure le suivi et le respect du processus.

4.3.2 Actions à mener par le CSPS

Le CSPS s'assure que toutes les dispositions sont prises par les Entreprises (Détenteur et Hébergée APT) pour mener en toute sécurité les opérations objets de l'APT.

4.3.3 Actions à mener par l'Entreprise Détenteur

L'Entreprise Détenteur autorisant l'accès à l'Entreprise Hébergée APT précise sur le PV d'APT l'ensemble des préconisations (conditions particulières, sécurité, ...) à respecter par l'Entreprise Hébergée APT sur sa Fourniture.

L'Entreprise Détenteur signale tout dommage ou dégradation éventuel constaté sur sa Fourniture à la fin de l'intervention et précisera si des réparations sont à mener.

De même, l'Entreprise Détenteur identifie les références de l'APT et de la LOMC de l'Entreprise Hébergée APT et les reportent sur la ligne concernée de sa LOMC.

4.3.4 Actions à mener par l'Entreprise Hébergée APT

L'Entreprise Hébergée APT a en charge de vérifier qu'elle est en possession des préconisations à respecter pendant son intervention et signalera toute absence sur le PV d'APT.

L'Entreprise Hébergée APT est tenue de ne pas procéder à l'intervention sur la Fourniture tant que le PV d'APT n'est pas signé par l'ensemble des parties.

Si la Fourniture ou une partie de celle-ci est sous régime de consignation, l'Entreprise Hébergée APT établit les documents adéquats et se charge d'obtenir les autorisations de travail auprès du Bureau Travaux Essais.

En cas de dommage ou de dégradation identifié sur la Fourniture à la fin de l'intervention, l'Entreprise Hébergée APT est tenue de mener à ses frais les actions correctrices nécessaires telles que des réparations si requises.

R	J	H
1	2	3
Nom Projet		

0	0	0	0	0
4	5	6	7	8
Composante Projet				

T	A
9	10
Emetteur	

P	R	O
12	13	14
Type Doc.		

0	0	0	0	0	0	0	0	2
15	16	17	18	19	20	21	22	
Numéro								

D
23
Rév

L'Entreprise Hébergée APT établit une LOMC spécifique aux opérations qu'elle mène dans le cadre de l'APT.

4.4 GARDE ET PROPRIETE

4.4.1 Propriété

Pendant l'accord pour travaux, l'Entreprise Détenteur conserve la propriété de la Fourniture.

4.4.2 Garde

L'accord pour travaux n'opère pas de transfert de la garde et des risques.

5 AIDE AU RENSEIGNEMENT DES CONSTATS (INITIAL ET FINAL)

Interface :

Par « interface » s'entend ici une partie de fourniture qui peut être utilisée par l'Entreprise Hébergée APT ou Hébergée MAD. Son état est à vérifier lors du constat. Cette partie de fourniture peut être par exemple un mur, un plafond, un équipement de génie civil, un équipement mécanique, un raccord de tuyauterie par bride ou autre, un raccordement électrique, un échafaudage ou simplement un appui temporaire.

Etat :

Par « état » s'entend ici la compatibilité entre les exigences requises pour la mise en œuvre d'une intervention, son environnement et les moyens mis à disposition par les Entreprises (Détenteur, Hébergée MAD, Hébergée APT). La description de l'état doit faire apparaître éventuellement la vétusté ou la dégradation de l'interface ou de la Fourniture ainsi que son identification ou son repérage. Tous les points remarquables seront notés (tels que calorifuge défoncé, tuyauterie endommagée, repère manquant, fils débranchés, câbles blessés, matériel endommagé, installation « pirate », propreté, dégradation éventuelle, accès, interférences avec les installations adjacentes, interférences avec d'autres interventions, etc.).

6 GESTION DOCUMENTAIRE

Les procès verbaux associés aux opérations de MAD ou APT sont identifiés par le MOE via numéro chrono. Ils ne comportent donc pas de numéro d'identification TA.

Après clôture, c'est à dire après la restitution de la Fourniture vers l'Entreprise Détenteur levée des éventuelles réserves et signés de tous, les procès verbaux sont joints en annexe au compte rendu de réunion OPC.

MOE conserve l'original et une copie à chacun des signataires qui en fait la demande.



R	J	H
1	2	3
Nom Projet		

0	0	0	0	0
4	5	6	7	8
Composante Projet				

T	A
9	10
Emetteur	

P	R	O
12	13	14
Type Doc.		

0	0	0	0	0	0	0	0	2
15	16	17	18	19	20	21	22	
Numéro								



D
23
Rév

Nota : Les Entreprises Détenteurs et Hébergées (MAD ou APT) identifient les opérations de MAD et d'APT dans leurs LOMC pour assurer leur traçabilité dans les dossiers constructeurs.

7 ANNEXES

Les fichiers des modèles qui suivent sont situés sur le réseau de la MOE au répertoire « X:\EP_RNC_RJH\00_Catalogue des Modèles RJH\MAD et APT » :

- Annexe 1 – Ordre de Service de Mise à Disposition
- Annexe 2 – PV de Mise à Disposition
- Annexe 3 – PV d'Accord pour Travaux

Maître d'Œuvre :  AREVA TA	PROJET RJH ORDRE DE SERVICE (OS) DE MISE A DISPOSITION N° « <i>trigramme du marché</i> – OS – <i>numéro chrono</i> » MARCHE : <i>Libellé du marché</i>	Maître d'Ouvrage : 
---	---	---



Titulaire
(Entreprise Détenteur)
N° du contrat CEA :

Objet de l'ordre de service :
 Demande de mise à disposition (MAD) de Fourniture :

Date prévue de la MAD	
Contour de la Fourniture MAD :	
Etat d'avancement requis de la Fourniture :	
Type d'Opérations qui seront réalisées avec la Fourniture :	<input type="checkbox"/> Montage d'équipements sur la Fourniture <input type="checkbox"/> Montage de la Fourniture sur d'autres Fournitures <input type="checkbox"/> Montage sur de la Fourniture sur l'Ouvrage RJH <input type="checkbox"/> Essais <input type="checkbox"/> Exploitation Provisoire <input type="checkbox"/> Autre : (<i>à préciser</i>)
Descriptif des opérations	
Entreprise Hébergée MAD :	<input type="checkbox"/> un Titulaire (<i>trigramme/libellé du marché/ nom du titulaire</i>) <input type="checkbox"/> l'Exploitant du CEA
Date prévue de fin de la MAD	
Modalités de maintenance à prévoir : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Sans incidences coût et délai.

	MOE		TITULAIRE (Entreprise Détenteur)
	Rédacteur	Approbateur	
FONCTION			
NOM			
DATE			
VISA			

Maitre d'Œuvre :	PROCES VERBAL de MAD					Maitre d'Ouvrage :
Référence :						
 AREVA TA	Bâtiment :	Marché Entreprise Détenant :	Marché Entreprise Hébergée MAD :	MAD	N° chrono	 CEA CADARACHE
	



Objet de la MAD

- ☐ Mise à disposition de la Fourniture pour montage
- ☐ Mise à disposition de la Fourniture pour essais
- ☐ Mise à disposition de la Fourniture pour toute autre opération (à préciser) :
-



L'original signé doit être retourné à l'émetteur : AREVA TA/Chantier RJH/BP 9 13115 Saint Paul Lez Durance.

DESCRIPTIF DU PERIMETRE DE MISE A DISPOSITION	
Fourniture : (références/descriptif/ quantitatif,...)	
Documents associés : (plans, notes, procédures, ...)	
Date effective de la MAD :	
OS de demande de MAD Ou	réf.
Constat de franchissement de jalon :	Numéro du jalon : réf. du constat :
Date prévisionnelle de fin de MAD :	

ENTREPRISE DETENTEUR		
Numéro du Marché CEA :	Nom du Titulaire :	Numéro et libellé du marché :
<u>Pièces jointes (indiquer les références des documents) :</u> <input type="checkbox"/> PV de transfert sur site d'un équipement <input type="checkbox"/> PV de fin de montage <input type="checkbox"/> PV PCC <input type="checkbox"/> PV de MSI, <input type="checkbox"/> Documentation d'utilisation, <input type="checkbox"/> Modalités d'entretien, <input type="checkbox"/> Autre document (à citer) :		
Réserves éventuelles ou reste à faire liées à la Fourniture mise à disposition : <i>(si nécessaire ajouter à une annexe)</i>		
Accord pour travaux requis en cas de traitement de réserves à mener par l'Entreprise Détenteur : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Dispositions éventuelles à prendre en compte par l'Entreprise Hébergée MAD : <i>(si nécessaire ajouter à une annexe)</i> <ul style="list-style-type: none"> Conditions de prise en charge : Précautions ou protections particulières : Limites des interventions à réaliser : Maintenance : 		
Délai de retour souhaité (le cas échéant) :		

Maitre d'Œuvre :	PROCES VERBAL de MAD					Maître d'Ouvrage :
Référence :						
 AREVA TA	Bâtiment :	Marché Entreprise Détenteur :	Marché Entreprise Herbergée MAD :	MAD	N° chrono	

ENTREPRISE HEBERGEE MAD		
Numéro du Marché CEA :	Nom du Titulaire :	Numéro et libellé du marché :
Document informant de la mise à disposition (courrier, compte rendu de réunion, autre document) :		
Acceptation des Dispositions éventuelles demandées par l'Entreprise Détenteur : <input type="checkbox"/> : oui <input type="checkbox"/> : non, si coché justifier les motivations :		
Réserves éventuelles liées à la Fourniture mise à disposition : <i>(si nécessaire ajouter à une annexe)</i>		
Délai de restitution prévu (le cas échéant) :		

Maitre d'Œuvre :	PROCES VERBAL de MAD					Maitre d'Ouvrage :
Référence :						
 AREVA TA	Bâtiment :	Marché Entreprise Détenteur :	Marché Entreprise Hébergée MAD :	MAD	N° chrono	 CEA CADARACHE
	



CONSTAT D'ETAT POUR DEBUT DE MISE A DISPOSITION	Date d'établissement du constat :	
Désignation de la Fourniture mise à disposition :		
Documents de références :		
Etat descriptif initial :		
Fonctions / Noms / Visas		
Entreprise Détenteur	Entreprise Hébergée MAD	MOE

Signature du PV (début de MAD) :

Fonctions / Noms / Dates / Visas			
Entreprise Détenteur	Entreprise Hébergée MAD	MOE(*)	MOA(*)

(*) commentaires éventuels :

Accord pour travaux requis en cas de traitement de reste à faire à mener par l'Entreprise Détenteur : ☐ OUI ☐ NON

Maitre d'Œuvre :	PROCES VERBAL de MAD					Maitre d'Ouvrage :
Référence :						
 AREVA TA	Bâtiment :	Marché Entreprise Détenteur :	Marché Entreprise Hébergée MAD :	MAD	N° chrono	 CEA CADARACHE



CONSTAT D'ETAT POUR FIN DE MISE A DISPOSITION	Date d'établissement du constat :
Désignation de la Fourniture mise à disposition :	
Documents de références :	
Etat descriptif final :	
Fonctions / Noms / Visas	
Entreprise Détenteur	Entreprise Hébergée MAD

Signature du PV (fin de MAD) :

Fonctions / Noms / Dates / Visas			
Entreprise Détenteur	Entreprise Hébergée MAD	MOE(*)	MOA(*)

(*) commentaires éventuels :

Accord pour travaux requis en cas de traitement de réserves à mener par l'Entreprise Hébergée MAD : ☐ OUI ☐ NON

MOE			PROCES VERBAL D'APT				MOA		
 AREVA TA			Bâtiment	Entreprise détenteur	Entreprise hébergée APT	N°Chrono	 DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE CEA CADARACHE		
Niv :				Salle(s):					
Zone(s)									
Ind	Objet de la révision					Date Ind	Date Sortie		
A	Rédaction Initiale								
Cadre A : Identification de l'intervention									
En cours par l'Entreprise Détenteur									
A effectuer par l'Entreprise Hébergée APT :									
Conditions particulière / protection de l'existant / Sécurité : risques / parades									

Cadre B : Début d'intervention					Oui	Non	SO
Plan matérialisant les locaux concernés et les cheminements d'accès personnel et matériel / équipement							
Accès aux zones de travaux constatés en état et sécurisés							
Protections collectives en place, adéquates et en bon état (lisses, sous-lisses, plinthes)							
Trémies obturées par platelages fixés ou trémies protégées par des garde-corps réglementaires							
Local propre (absence de poussière et de déchets)							
Constat d'état partie "état initial" joint et complété							
Présence des panneaux de sécurité/risques/parades constatés à l'entrée des locaux							
Remarques éventuelles:							
Fonction	MOE	CSPS	Entreprise Détenteur	Entreprise Hébergée APT			
Nom							
Date							
Visa							

Cadre C : Fin d'intervention					Oui	Non	SO
Constat d'état partie "état final" et "Reprise" joint et complété							
Retrait des panneaux de sécurité/risques/parades à l'entrée des locaux							
Accès aux locaux en bon état et sécurisés							
Protections collectives en place, adéquates et en bon état (lisses, sous-lisses, plinthes)							
Trémies obturées par platelages fixés ou trémies protégées par des garde-corps réglementaires							
Local propre (absence de poussière et de déchets), stockage, matériels et équipements évacués							
Remarques éventuelles:							
Fonction	MOE	Entreprise Détenteur	Entreprise Hébergée APT				
Nom							
Date							
Visa							

Constat d'état initial			Constat d'état final			Reprise			Etat final			
Interfaces	Etat		C	NC	Etat	O	N	Réparations à effectuer	Date prév	c	NC	Visa
Plafond												
Murs												
Sol												
Eclairage												
Autres :												
A effectuer par l'Entreprise Hébergée APT :												
Conditions particulière / protection de l'existant / Sécurité : risques / parades												
Remarques éventuelles :			Remarques éventuelles :									
Fonctions / Noms / Dates / Visas			Fonctions / Noms / Dates / Visas									
MOE	Entreprise Détenteur	Entreprise Hébergée APT	MOE			Entreprise Détenteur			Entreprise Hébergée APT			